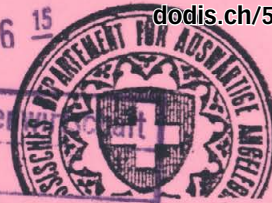


CHIFFRE

NUR FÜR INTERNEN GEBRAUCH
POUR USAGE INTERNE UNIQUEMENT

29. März 1990 16 15



Bundesamt für Ausserpolitische Angelegenheiten	
No.	
EE	J87.0.3
R	29. MRZ. 1990
Kopie an <i>Blf bel pers</i>	

*Excellent
à lire*

bruxelles, 29.3.90 8.30

0016 hhhh

pour ofaae: secretaire d'etat blanka Kopia an
ambassadeur de pury
m. wasecha

copies svp a: bureau de l'integration, ambassadeur kellen-
berger

dfae, ministre lautenberg

copies par data-care a: delegation geneve, ministre ramsauer
delegation ocde, paris

ambassades a lisbonne et a rome

copie transmise directement a mission suisse, bruxelles

L'uruguay round: perspective et objectifs du mae
ma premiere collaboratrice a rendu visite le 28.3 a louis
janssen (ci-apres j), haut fonctionnaire appartenant a la
direction generale des relations economiques exterieures du
mae et coiffant le secteur multilateral, collaborateur de
longue date du directeur general guillot-pingue, j supervi-
se - entre autres - le dossier gatt, qu'il connait bien
(voir precedent telex du 20.4.89).

interessant

1. j porte actuellement un jugement assez pondere sur l'evol-
ution generale de ce dossier. tout pronostic trop pessimis-
te serait premature, laisse-t-il entendre. une crise n'est
pas encore programmee, mais evidemment le temps
p r e s e. se referant a des propos tenus recemment, pa-
rait-il, par l'ambassadeur thran dans le cadre du comite
113, j souligne qu'il est "indispensable de demarrer le mar-
chandage". le "give and take" ineluctable dans une negocia-
tion de cette ampleur doit se preparer des maintenant, de
facon a ce qu'un paquet acceptable soit mur en automne.

au stade actuel, la belgique compte sur le directeur general
gunkel, qui est l'homme-cle de la negociation, qui est con-
scient de ses responsabilites, et qu'il faut donc laisser
agir, souligne j. la communaute n'a pas interet selon lui a
se profiler trop ouvertement.

2. ayant trace cette perspective generale tres ouverte, j ne
cache pas qu'il est preoccupe par les messages recus de di-

vers pays en developpement (qui se plaignent de la priorite
accordee par la communaute a la problematique des pays de
l'est), par l'inebranlable durete de la position indienne
(un assouplissement de celle du bresil n'est heureusement
plus exclu), et par les difficultes rencontrees dans le sec-
teur des trips et dans celui des services.

original envoye a: ofaae

copie envoyee a: bureau de l'integration

29.3.90 -t- 15.45h bru

Dodis



il faut surtout éviter, selon j, de mettre les pieds devant le fait acquis d'une entente préalable entre 24 et l'ocde. s'il est parfaitement normal que la thématique ur soit abordée lors de la première journée de la ministérielle, il ne faudrait cependant pas donner un trop grand relief à ce secteur des échanges de vues des ministres. la Belgique préférerait, donne à comprendre j, un traitement relativement "low-key", sans fixation de priorités irréversible.

pour bien montrer aux pieds que l'Uruguay round constitue une négociation globale, comme elle doit clairement le rester aux yeux de la Belgique (ceci impliquant, subsidiairement, que la multiplication des enceintes et des négociations informelles soit "contrôlée"), il importe selon j de progresser rapidement dans les secteurs qui les intéressent de près, soit les produits tropicaux, les ressources naturelles et les textiles. le premier secteur est le plus aisément productif aux yeux de j (la Belgique a dès le départ plaqué pour des concessions aux pieds dans ce domaine). il n'y a malheureusement pas grand-chose de fait jusqu'à présent dans les deux autres secteurs et la question des textiles est particulièrement ingrate, indique j, la communauté étant handicapée par l'approche du Portugal.

3. j souligne, comme l'on pouvait s'y attendre de la part d'un représentant d'un petit pays libre-échangiste comme la Belgique, que les enjeux de l'Uruguay round ne le cèdent en rien à ceux de l'Europe 1992: la Belgique ne figure en tout cas, affirme-t-il, pas parmi ceux des douze (s'ils existent vraiment) qui tendraient à se consacrer en priorité à l'achèvement de l'Europe 1992 et à suspendre le round (cf. récent rapport de M. Wasecha sur sa visite du 13.3 à Dublin).

cette indication est conforme à l'approche suivie en général par la Belgique et tendant à conjurer les craintes suscitées par l'éventualité d'une "Europe forteresse" - craintes que j affirme être absolument dénuées de fondement.

4. la question d'une institutionnalisation du GATT est évidemment sur la table, remarque j, 40 ans après la conclusion d'un accord que le parlement belge n'a jamais ratifié, révèle-t-il. il serait

donc hautement souhaitable, non seulement de consolider, mais aussi de formaliser le cadre existant. mais, là encore, le choix du "timing" est décisif: j juge prématuré d'aborder publiquement cette question (comme l'avait fait, il y a quelque temps, le ministre belge du commerce extérieur, M. Urbain, sans la bénédiction de l'administration...), car cela risque de détourner l'attention des vrais problèmes.

5. j est réservée quant aux effets éventuels de la prochaine présidence (italienne) sur l'orientation de la négociation ur, se bornant à remarquer que cette présidence sera en pratique assez brève dans ce secteur, l'Italie n'aura que 3 mois pour influencer le cours des choses dans un sens ou un autre, quelles que puissent être ses ambitions dans ce domaine, ajoute j - non sans malice.

6. les indications reprises ci-dessus sont bien entendu déterminées à la fois par les intérêts spécifiques et permanents de la Belgique (petit pays membre de la communauté, à longue tradition et vocation libre-échangistes et ouvert aux préoccupations des pieds) et par le rôle d'hôte-organisateur qu'elle partage avec la commission, non sans quelques frictions et difficultés, laisse entendre j.

joli

1/

l'organisation materielle de la finale de l'ur, dont la bel-
gique doit naturellement escompter qu'elle ait bel et bien
lieu ici l'automne prochain, pose, j ne le cache pas, quel-
ques problemes au stade actuel - problemes qui devront pro-
bablement etre tranches au niveau du ministre belge et du
commissaire competent (les propos tenus par j a cet egard
refletent le climat tres ouvert et amical dans lequel s'est
deroulee l'entrevue relatee ci-dessus - visite d'adieu de ma
premiere collaboratrice avant son prochain transfert a ber-
ne -, et il est souhaitable qu'un usage confidentiel en soit
fait du cote suisse vis-a-vis d'interlocuteurs etrangers).
bodmer

ambasuisse

t